Pour stopper la régression européenne, il y a urgence

Sortir de l'UE, de l'Euro, de l'OTAN et de l'Alliance Atlantique

Sortir de la dictature du capitalisme

Les communistes (*) dans leur diversité réunis à Gemenos (13), les 28-29-30 juin 2013, dans l'usine occupée des FRALIB, s'adressent au peuple de France et aux salariés en lutte.

L'Union Européenne : une construction impérialiste faite par et pour le capital

Notre peuple connaît les dégâts causés par l'Union Européenne : à plus de 60%, il exprime un rejet profond, un sentiment de défiance et de colère à l'égard de cette « Europe » et de son Euro, confirmant le vote populaire contre le traité constitutionnel de 2005.

Depuis plus d'un demi-siècle, l'UE supranationale est une machine de guerre contre les salaires et les droits des salariés ; elle aggrave la course au profit capitaliste et à l'exploitation par la suppression des barrières douanières en faveur du libre marché, la destruction des services publics, dans le contexte mondial de la multiplication des guerres, de la destruction d'Etats souverains, de nouvelles courses aux armements technologiques, des dominations transnationales sur les enjeux vitaux de la santé, de l'alimentation, de l'environnement, qui marquent la vie des travailleurs sur toute la planète.

L'Euro est son arme pour imposer que la seule variable d'ajustement soit le coût du travail, infliger l'austérité et la déréglementation sociale (salaires, retraites, droits sociaux..). On ne peut agir contre l'austérité et rester dans l'Euro. Il faut donc en sortir, mais par la porte de gauche, refusant tout repli nationaliste, toute aggravation de la guerre de tous contre tous, en inventant de nouvelles coopérations entre les peuples, débarrassées de la domination des marchés, des multinationales.

Cette U.E. « prison des peuples » n'est pas réformable.

Un grand débat populaire est nécessaire pour ouvrir une alternative progressiste

- Sortir unilatéralement de l'UE, dénoncer tous les traités européens imposés contre le peuple.
- Sortir de l'Euro, monnaie unique, carcan pour des économies nationales diversifiées.
- Refuser la recentralisation des métropoles et super-régions, qui s'attaquent au socle démocratique des communes et des départements dans la république, au profit d'une Europe fédérale des länder, éloignant les citoyens de la démocratie locale.
- Refuser tout accord commercial transatlantique, qui approfondit la casse de l'Etat-Nation sous la loi des marchés, qui remet en cause même la démocratie, en décidant sans consulter les parlements nationaux, et même contre l'avis des peuples.

Nous affirmons l'urgence d'un processus de réappropriation de la souveraineté nationale

L'histoire nous confirme que la Nation est le cadre permettant la souveraineté pour le peuple :

- La nation française doit retrouver son indépendance monétaire, fiscale, douanière pour reconquérir la maîtrise de ses richesses par l'appropriation collective des grands moyens de production et d'échange dans des formes diversifiées.
- Elle doit établir de nouveaux rapports de coopérations et d'échanges, dans la libre administration des hommes sur leurs ressources et le respect absolu de la non-ingérence.
- Elle doit sortir de l'Otan et de l'Alliance atlantique. Nous refusons d'être un des « bras-armés » des États-Unis pour le nouveau (re)-partage du monde

Il y a urgence à ouvrir une réponse populaire au nationalisme, à la fascisation

Marine Le Pen joue de sa place médiatique pour faire croire à une extrême-droite démocratique et sociale. Mais elle est la face polie d'un courant politique de fascisation qui marque tous les pays européens, des identitaires en France, jusqu'aux Nazis de l'Aube Dorée en Grèce. L'extrême droite a toujours été l'arme du capitalisme pour poursuivre la guerre économique derrière l'affrontement des nationalismes. Les travailleurs ont tout à y perdre, alors que l'urgence est de renforcer leurs luttes, au plan national comme international, contre la mondialisation capitaliste. Elle propose une fausse sortie de l'UE par la porte de droite, celle des régressions sociales, des violences, de la concurrence !

L'enjeu des convergences des luttes pour le travail, seul créateur de valeur

C'est la classe ouvrière, les salariés des entreprises en lutte qui ont relancé l'enjeu des nationalisations et de l'appropriation sociale comme condition du développement industriel et de la recherche, de la relocalisation des productions, du maintien des droits sociaux. C'est dans des luttes longues et dures (Fralib, Sanofi, Psa, Goodyear, Florange, Pilpa, Veninov, Kem One, Gardanne, Ford, M'Real, Doux, Fraisnor, Renault…) que les salariés cherchent des leviers d'interventions à leur portée, et font émerger leurs objectifs politiques, non seulement pour leurs salaires et leurs besoins vitaux, mais pour affirmer le rôle essentiel du travail pour faire reculer la capacité du capital à spéculer et diriger la société.

L'Union Européenne de la concurrence « libre et non faussée », est renforcée par Hollande, l'UMP et tous les forces politiques gouvernementales (de gauche, de droite et écologistes), comme en Grèce, au Portugal, en Espagne ou en Italie. Elle est un obstacle au progrès social. La CES, le PGE, les directions des confédérations syndicales Françaises, du PCF, les partis socialistes d'Europe prétendent qu'une « autre Europe », « sociale » est possible dans le cadre des lois du marché. Mais le capitalisme n'a plus de « grain à moudre » pour des compromis sociaux. Tous oublient que les aménagements à sa marge sont impossibles. L'accompagnement de sa crise ne corrige plus ses excès, et ne peut encore moins engager un début de rupture pour une autre société. Leurs contre-réformes (retraites, droit du travail...) de Juppé à Hollande, obéissent aux mêmes objectifs préconisés par l'U.E. et appellent à une confrontation sociale « tous ensemble » urgente.

Face à la réalité de la nocivité de cette Europe supranationale, nous sommes sans illusion. Communistes, nous analysons le caractère mondialisé du capitalisme, sa course vers le marché mondial, sa concurrence permanente qui utilise les Etats et leur ancrage dans le cadre national pour une guerre de classe qui le rend incapable de répondre aux exigences légitimes des peuples. Arrêtons les dégats! Brisons le carcan de l'U;E., de la mondialisation capitaliste! En France cassons un premier maillon de la chaîne!

Syndicalistes, militants organisés ou non, mais convaincus de la nécessité de sortir de l'Union Européenne pour pouvoir s'engager dans une politique nationale souveraine en faveur des travailleurs et du peuple, nous avons décidé de nous exprimer collectivement en direction des salariés afin de mener avec eux un vaste débat.

Nous vous invitons à soutenir l'appel des Assises du Communisme.

- Dénonciation des traités européens de Rome, Maastricht, Lisbonne!
- Retour à la monnaie nationale et renationalisation de la Banque de France permettant d'assurer l'indépendance monétaire, économique et douanière !
- Sortie de l'OTAN et de l'alliance atlantique!
- Arrêt des aventures militaires françaises en Afrique et au Moyen Orient!

NOM Prénom	profession	ville	mail

NOM Prénom	profession	ville	mail